

Référence :

Falquet, Jules, 1996, "Entre rupture et reproduction : femmes salvadoriennes dans la guerre révolutionnaire (1981-1992)", *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 17, n°2. pp 5-38.

Entre rupture et reproduction : femmes salvadoriennes dans la guerre révolutionnaire (1981-1992)

Jules Falquet

Le but premier de ce travail est de perpétuer la mémoire de la participation des femmes salvadoriennes dans la guerre civile révolutionnaire au Salvador entre 1981 et 1992¹. Bien souvent, la participation des femmes dans les guerres est considérée comme allant de soi : les femmes constituent "évidemment" la population civile, le repos du guerrier, les marraines de guerre qui encouragent le sacrifice des soldats pour la patrie ou pour la cause. Tout au plus considère-t-on qu'à la faveur de la guerre, elles sont amenées à occuper des responsabilités nouvelles à l'arrière, en remplacement des hommes, notamment dans le domaine productif. En ce qui concerne le cas des Françaises pendant la "Grande guerre", un travail récent de Christine Bard montre à quel point cette analyse est réductrice : les intérêts et les engagements des femmes dans la guerre sont extrêmement divers (Bard, 1995). Surtout, leur participation ne conduit pas nécessairement à des transformations durables des rôles sociaux de sexes. Les recherches de Djamilia Amrane (Amrane, 1991) sur les révolutionnaires algériennes montrent très bien comment la participation décidée et décisive des femmes et les espoirs de libération qui accompagnent souvent leur engagement, sont comme "oublié-e-s" une fois atteints les objectifs de libération nationale. Concernant les luttes latino-américaines, un des ouvrages les plus intéressants regroupe les témoignages d'anciennes guérillères urbaines Tupamaras qui, depuis l'exil, font un même constat quelque peu désabusé sur la mise entre parenthèse des questions des femmes dans la lutte révolutionnaire (Araujo, 1980). Enfin, en ce qui concerne le Nicaragua voisin, Molyneux évoque la "mobilisation sans émancipation" des nicaraguayennes révolutionnaires (Molyneux, 1986). Un travail plus détaillé de Murguialday montre les limites des transformations de la vie des femmes et les efforts du mouvement féministe pour étendre la révolution aux rapports sociaux de sexes (Murguialday, 1990).

¹ Le Salvador est le plus petit pays d'Amérique centrale, avec 22.000 km² et six millions d'habitant-e-s. Depuis 1922, des militaires représentant les intérêts de l'oligarchie terrienne se sont succédés sans relâche au pouvoir. Depuis le soulèvement populaire de 1932, et malgré une répression féroce, la paysannerie sans terre lutte pour une véritable réforme agraire. En 1970, une partie de la direction du parti communiste salvadorien (durement réprimé pendant toutes ces années), décide de passer à la lutte armée et fonde la première organisation de guérilla, les FPL. Quatre autres organisations se forment pendant les années soixante-dix (ERP, RN, PRTC, PC), en même temps que se développe un très fort mouvement populaire. En 1980, la situation bascule : le mouvement populaire s'unifie, ainsi que la guérilla, qui commence à préparer l'offensive "finale" pour s'emparer du pouvoir. Cette offensive, lancée le 10 janvier 1981, échoue, et marque le début d'une guerre civile révolutionnaire qui laissera en douze ans 90.000 mort-e-s et un million de réfugié-e-s, déplacé-e-s et exilé-e-s.

Dans le cas du Salvador, la participation des femmes est relativement peu documentée. Les rares témoignages disponibles exaltent la participation des femmes, sans approfondir la question des rapports sociaux de sexes (Martínez, 1981; Alegría, 1987; Thomson, 1986; Divers, 1989). Certaines auteures ébauchent une analyse plus fine de la participation des femmes, avec une perspective féministe (Navas, 1987; CeMujer, 1992; Mujeres por la dignidad y la vida, 1993; Gargallo, 1988) en soulignant que la guerre arrache les femmes à la sphère privée domestique traditionnelle. Mais rarissimes sont celles qui soulignent la fragilité et les limites des transformations vécues par les femmes. Au Salvador, les voix les plus marquantes sont celles de la féministe Mercedes Cañas et de l'un des groupes féministes les plus critiques de l'après-guerre, Mujeres por la dignidad y la vida (Cañas, 1992; Garraízabal, 1994).

Nous tenterons ici de montrer, dans le cas du Salvador, à quel point la participation des femmes à la lutte révolutionnaire a bouleversé les rôles sociaux de sexes et la vie de chacune. Mais nous constaterons en même temps les limites de ces bouleversements : la participation au projet révolutionnaire marxiste-léniniste-anti-impérialiste du Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN)² — où l'on comptait un tiers de femmes — n'est pas exempté de traditionnalisme.

Ce travail est le résultat d'un diagnostic pilote sur la situation des femmes ex-combattantes du FMLN, réalisé en octobre et novembre 1992 pour le Mouvement Salvadorien de Femmes (MSM). Nous avons effectué des entretiens semi-dirigés en profondeur avec 13 militantes du FMLN³ que nous avait recommandées le MSM pour leur participation pendant la quasi-totalité de la guerre : certaines sur les fronts de guerre, d'autres depuis les refuges ou les zones libérées, d'autres enfin dans le front urbain clandestin.

Huit d'entre elles ont été membres de l'Armée Nationale pour la Démocratie (Ejército nacional para la democracia, END). Deux sont mères d'ex-combattant-e-s. Elles ont participé à la lutte clandestinement depuis la vie civile. Une a longtemps vécu dans un campement de réfugié-e-s au Honduras, elle est actuellement présidente municipale de la communauté de Nuevo Gualcho, à Usulután, où se sont ré-installé-e-s les gens du refuge. Deux autres enfin, sont des "Salvadoriennes par option", c'est-à-dire des étrangères (anglaise et espagnole) qui ont travaillé plusieurs années dans les fronts de guerre ou en ville, l'une principalement comme médecin, l'autre comme journaliste et organisatrice. Cet échantillon ne prétend pas être exhaustivement représentatif de toute la richesse, complexité et diversité de la participation des femmes dans la guerre salvadorienne. Cependant, il illustre amplement l'expérience des femmes dans la guerre et donne de nombreuses pistes pour une recherche plus vaste et plus systématique.

² En dépit d'une répression sauvage, le FMLN jouissait d'un très fort enracinement populaire. Les effectifs du FMLN ont atteint jusqu'à 12.000 combattant-e-s.

³ Plus précisément, du Parti Révolutionnaire des Travailleurs Centro-américains (PRTC), un des cinq partis composant le FMLN. Chaque parti avait ses fronts de guerre, ses unités politico-militaires et ses "zones libérées" dans le pays. Le PRTC est la plus petite organisation du FMLN, constituant ainsi d'autant plus une espèce de "famille" dans laquelle beaucoup de gens se connaissent personnellement, viennent des mêmes hameaux et ont souvent des liens familiaux.

ORIGINE SOCIALE ET SITUATION FAMILIALE DES FEMMES RÉVOLUTIONNAIRES

L'âge des femmes interviewées va de 22 ans à 53 ans, les plus jeunes étant les membres de l'END (entre 22 et 36 ans) les plus âgées étant les mères de combattants et d'officiers de l'END. Les femmes que nous avons interviewées, hormis les deux étrangères, sont d'origine paysanne, principalement du département de San Vicente, mais aussi des départements de Cabañas et de Cuscatlán, départements durement touchés par la guerre et où commença, dès les années soixante-dix, un important travail d'organisation paysanne et religieuse, autour des "Comités Ecclésiastiques de Base"⁴. Hormis l'une d'entre elles, qui vient d'un milieu paysan un peu plus aisé (éleveurs avec quelques dizaines d'hectares), toutes sont issues de familles paysannes nombreuses et très pauvres (micro-proprétaires ou journaliers agricoles). Elles ont dû travailler "depuis toujours", pour aider leur famille, aussi bien dans les champs familiaux que comme "aides" dans les travaux agricoles salariés, et à la maison. Doménica a connu l'enfance typique d'une fillette de San Vicente :

"J'allais en deuxième année de primaire, à neuf ans, et je n'ai pas pu continuer, parce que dans la propriété qui était aux parents de Cristiani⁵, ils ont fait savoir dans tous les hameaux alentour qu'ils avaient besoin d'enfants de plus de neuf ans pour qu'ils travaillent, qu'ils paieraient quarante centimes par jour et qu'ils donneraient une tortilla⁶ avec des haricots, et bon, nous nous sommes enthousiasmés, voyant que nos parents étaient si pauvres. Nous sommes allés travailler dans cette propriété de El Carmen, nous avons enlevé les pierres, les petits bananiers, nous avons nettoyé tous les terrains pour pouvoir planter du café. Toutes ces propriétés de Cristiani ont été faites par les enfants de tous les hameaux de la région."

Les Salvadoriennes que nous avons interviewées ont toutes un niveau de scolarité très bas. Une seule a étudié jusqu'au lycée, sans toutefois terminer le cycle —il s'agit d'ailleurs de la fille de petits propriétaires paysans. Aucune des autres n'a dépassé la quatrième année de primaire. La pauvreté est la principale raison d'interruption de la scolarité, à laquelle s'ajoutent la guerre et la répression (fuite ou disparition de la plupart des enseignant-e-s de la région, fermeture des écoles, éventuellement fuite de la population elle-même). Pour le Salvador, ce bas niveau de scolarisation n'est cependant pas extraordinaire, c'est même plutôt le lot commun des populations paysannes, et en particulier des petites filles.

Cependant, plusieurs d'entre elles ont reçu des formations diverses —allant du cours d'alphabétisation à telle ou telle formation en matière de santé, de communication, de culture générale ou de politique— dans les fronts de guerre, les "zones libérées" ou les

⁴ Issus de la Théologie de la Libération, les Comités Ecclésiastiques de Base sont des groupes de réflexion et de discussion sur la Bible, à la lumière de la réalité des gens et d'un point de vue critique. Ils ont joué un rôle déterminant dans l'organisation de la population salvadorienne, et en particulier des femmes, qui constituent l'immense majorité de ses "bases".

⁵ Mr Cristiani a été président du Salvador entre 1989 et 1994, pour le parti d'extrême droite nationaliste ARENA.

⁶ La tortilla est une galette de maïs, équivalent du pain et principale nourriture des pauvres, avec le sel et les haricots.

refuges. Elles ont ainsi élevé leur niveau scolaire et/ou acquis sur le tas une certaine formation professionnelle et technique, dans le cadre de la lutte révolutionnaire. Elles ont une bien meilleure “préparation”, une vision du monde beaucoup plus large, davantage de connaissances et une plus grande “culture générale” que les autres paysannes du pays. En ce sens, à travers la guerre, elles ont considérablement augmenté leur horizon culturel. Ceci va dans le sens de la thèse principale de la sociologue italo-mexicaine Francesca Gargallo, dans son travail sur les femmes dans la guerre au Salvador, qui présente la guerre comme une “irruption du monde et des problèmes publics dans la sphère privée où étaient enfermées les femmes” (Gargallo, 1988). Cela a été aussi signalé postérieurement par la sociologue salvadorienne Mercedes Cañas, dans un article —cruellement mais justement— intitulé “Grâce à la guerre, nous sommes sorties de la cuisine, où nous ne faisons que nous brûler” (Cañas, 1992).

Quant à leur situation familiale, toutes nos interviewées ont été mariées ou “accompagnées”, mais plusieurs sont veuves et une a été récemment abandonnée, étant enceinte. Le mariage formel, religieux et civil, est relativement peu pratiqué parmi les populations les plus pauvres. La notion dominante au Salvador est plutôt celle “d’être accompagné-e”, c’est-à-dire de vivre avec un compagnon ou une compagne, “d’avoir quelqu’un”, ce qui recouvre des réalités diverses. Les unions sont très instables et l’abandon des femmes par les hommes est très fréquent. Pour les femmes, la monogamie et la fidélité sont de rigueur. Pour les hommes, c’est le contraire : plus ils mettent de femmes enceintes, plus ils sont valorisés culturellement. Parmi nos interviewées, les veuves ont perdu leur compagnon à cause de la répression et de la guerre⁷. Certaines ont “refait leur vie” avec un autre homme dans les fronts de guerre. En revanche, les deux femmes plus âgées, mères de combattant-e-s du FMLN, sont restées seules avec leurs enfants et petits enfants —du moins jusqu’à ce qu’elles/ils aient l’âge de prendre les armes. Dans leur immense majorité, elles ont “refait leur vie” avec d’autres militants révolutionnaires, du PRTC la plupart du temps, qui étaient souvent de jeunes paysans de la même région qu’elles. De surcroît, le PRTC étant la plus petite organisation du FMLN, il fonctionnait plus encore que les autres comme une véritable “famille” de substitution et encadrait ainsi les femmes dans un réseau politico-familial relativement traditionnel.

De façon générale, les circonstances particulières connues sur les fronts de guerre ont quand même rompu —surtout pour les plus jeunes, qui n’ont connu pratiquement que cette vie profondément “extra-ordinaire”— une des normes les plus strictes qui marquent la vie des femmes salvadoriennes : “un seul homme pour toute la vie”. Liliana, qui a longtemps participé à la lutte armée rurale, raconte :

“Bien sûr, il y eut beaucoup de séparations, cela dépendait du travail [c’est-à-dire des ordres des structures politico-militaires et des “responsables” de chacune d’entre elles]. Quelques fois les couples étaient ensemble et quelques fois ils étaient séparés pour des raisons de travail. Elle “s’accompagnait” avec un autre, lui avec une autre, et pour cela, il y

⁷ María est même plusieurs fois veuve, comme un certain de Salvadoriennes. Une autre femme que nous connaissons a perdu successivement trois compagnons, alors qu’elle était enceinte d’eux. Le père de son quatrième enfant est toujours en vie, mais exerce un métier à hauts risques : garde du corps du candidat du FMLN à la présidence de la République.

avait beaucoup de séparations, dans beaucoup de cas. Et d'autres, au contraire, se restaient fidèles. (...) Tout le monde ne pense pas pareil."

Plusieurs ont eu un compagnon stable malgré tout, comme dit Isabel :

"Certaines ont consolidé une relation, ou bien quelques fois sont restées seules. Il y a des couples qui ont duré très longtemps, oui, bien sûr, ils ont commencé et fini [la guerre] ensemble."

Plusieurs ont été accusées ou soupçonnées par leur famille, leur propre compagnon ou des tierces personnes, d'avoir des relations multiples, dans la mesure où leur travail politique les menait à avoir des contacts avec beaucoup d'hommes. Mirna raconte :

"A ce moment-là, mes compagnons (d'armes, de lutte) mon travail était principalement avec des hommes. Des compagnons venaient me trouver pour former des cellules, un jour j'allais voir l'un, un jour un autre venait me voir. J'ai créé comme ça des rumeurs, parce que ma mère disait que les gens voyaient cela d'un mauvais oeil, alors moi je lui disais qu'il valait mieux que les gens disent que j'étais une prostituée, plutôt qu'une guérillère ou une révolutionnaire. (...) Vers mes vingt ans, je n'avais toujours pas de fiancé, mais en une certaine occasion, le compagnon qui m'avait recrutée m'a proposé que nous fassions l'amour, et moi je lui ai dit qu'il avait sa compagne, et que pourquoi me proposait-il cela, je n'ai pas accédé à ses prétentions, je n'ai jamais eu de relations avec lui. Pour des raisons religieuses, je n'ai pas accepté."

Comme dit Liliana :

"Il y avait beaucoup de compagnons et de compagnes, c'était une belle "vie ensemble" [era bonita la convivencia], même si beaucoup de gens disaient que les femmes "se mettaient" avec tous les compagnons, mais ce n'était pas vrai, la compagne qui se faisait respecter, elle était respectée, et celle qui ne se faisait pas respecter, elle n'était pas respectée."

Dans la transcription des interviews, nous avons essayé de rester le plus près possible des expressions orales et des tournures populaires des femmes, qui "disent bien ce qu'elles veulent dire". On remarquera l'emploi très fréquent de tournures passives et de phrases dans lesquelles le sujet n'est pas clairement nommé. L'habitude de la clandestinité et du secret n'y est pas étrangère, de même qu'une certaine passivité ou un certain fatalisme traditionnel chez les femmes et dans le monde paysan. "On est agi-e" sans bien savoir par quelles forces. Ici, cette notion du respect reflète bien l'ambiguïté et la pudeur du langage des femmes paysannes. Il s'agit en l'occurrence de respect "sexuel". Mais les femmes durent également lutter pour voir respecter leur autorité, pour celles qui commandaient à des bataillons d'hommes. Toujours est-il que la morale sexuelle a changé. Mais surtout sur le mode de "nécessité fait loi". Les normes anciennes n'ont pas été balayées, loin de là, au contraire, sous les nouvelles valeurs fraîchement affirmées, on voit affleurer la morale sexuelle paysanne et machiste traditionnelle, avec

ses valeurs opposées pour les hommes et les femmes. De toutes façons, l'organisation — c'est-à-dire le parti, et plus concrètement certain-e-s dirigeant-e-s et responsables confronté-e-s aux problèmes concrets de jalousie, de violence dans les couples de combattant-e-s, et surtout de la maternité— maintenait le contrôle sur les relations pour qu'elles ne posent pas de problèmes et n'empiètent pas sur les logiques de guerre, comme le résume Charo :

“Dans les fronts de guerre et les campements de la guérilla, il y a moins de femmes que d'hommes, et la recherche de la femme de la part des compagnons était plus grande qu'en d'autres temps, il y avait un certain indice de promiscuité, c'est-à-dire qu'à chaque instant ils changeaient de partenaire, et cela créait des problèmes parmi les combattants, toujours à cause du machisme : “celle-là c'est ma femme et tu t'es mis avec elle, alors tu vas régler ça avec moi”. Alors à cette époque-là c'était déjà une question concrète. Certains groupes de femmes dirigeantes manifestèrent leur préoccupation, parce qu'elles considéraient que cette situation était “dure” pour les femmes [esa situación era fuerte para las mujeres], et qu'elles devaient être conscientes de leur personne, de leur corps.”

Seules trois des femmes n'ont pas du tout d'enfants : les deux étrangères et une ex-combattante de 24 ans. Mais dans l'ensemble, elles ont moins d'enfants que la moyenne des femmes. Quatre ont seulement un enfant, une est enceinte, et trois ont deux enfants. Une seule femme a cinq enfants (trois sont né-e-s avant la guerre). Quant à celle qui a eu huit enfants, c'est la mère de Camilo, et elle appartient à une autre génération. La différence est notable avec la moyenne nationale, qui oscille entre 4 et 5 enfants par femme, voire 6 à la campagne.

Plusieurs facteurs expliquent que ces femmes aient eu peu d'enfants. Du point de vue de chaque femme, les mauvaises conditions pour vivre une grossesse dans les fronts de guerre et la difficulté ensuite de laisser le bébé quelque part hors du front, de même que le désir de ne pas remettre à plus tard la participation à la lutte. Du point de vue de l'organisation, l'inconvénient de “démobiliser” les compagnes enceintes pendant un certain temps, surtout juste après l'accouchement. L'histoire d'Isabel, qui était alors chargée des communications radio-stratégiques du poste de commandement, illustre la complexité de la situation :

“Je prenais la pilule. Peut-être qu'elle était périmée. Le Commandant Camilo m'a dit que je ne tombe pas enceinte, parce que ça allait être un problème. Mais il y avait un retard, et après Mauricio m'a examinée et il a dit qu'il avait déjà trois mois et qu'on ne pouvait plus faire un curetage. C'était pas ce que je voulais, c'était leur décision, même si ça déplaisait au Commandant Camilo.”

L'organisation favorisait la planification familiale et la réduction du nombre des naissances, du moins pour les femmes dans les fronts. Charo, la médecin, raconte :

“Le travail, c'était surtout éviter que les femmes tombent enceintes. (...) Il y avait des compagnes qui, par conscience, optaient pour ne pas

tomber enceintes, d'autres planifiaient parce que nous les obligeions, parce qu'il est arrivé un moment où le stérilet était obligatoire. Bien sûr, ce n'était pas dans toutes les organisations [les autres partis du FMLN], même pas dans toute l'organisation [le PRTC] parce que ce n'était pas la même chose dans tous les fronts de guerre. Par exemple moi, j'ai eu de la chance, dans les fronts où j'ai été, ce n'était pas obligatoire. Par contre, on essayait certaines fois de faire pression, en parlant avec les femmes, parce que ce à quoi je m'opposais, c'est à ce qu'on aie des enfants par accident, ou pour sortir du front. Bon, si une d'entre elles voulait tomber enceinte, c'était bien, à condition que ce soit un acte conscient. Mais en sachant cela, l'objectif était de les convaincre qu'elles attendent, qu'elles étaient jeunes. Mais il y a des choses qu'on comprend, les combattantes et les combattants disaient "je veux un enfant, pour que mon sang demeure", eh bien tant pis. [Les femmes allaient accoucher hors du front de guerre. Certaines laissaient le bébé chez leurs parents et retournaient sur le front, d'autres ne revenaient jamais]."

La possibilité de planifier et même d'avorter, qui était auparavant inconnue des femmes, ou considérée comme un grave péché, peut être considérée comme une grande avancée pour ces femmes. Certaines osent même désormais affirmer leur volonté à ce sujet à leur compagnon, comme Isabel.

"Je pense avoir un autre enfant si c'est nécessaire, même si celui que j'ai est suffisant, même si lui [mon compagnon] il veut avoir une autre fille."

Cependant, ce changement profond doit être nuancé par deux considérations importantes : parmi les femmes, toutes n'ont pas eu accès à la planification familiale, et celles qui y ont eu accès n'ont pas toujours eu un véritable libre-arbitre en la matière.

Autant les femmes organisées et relativement indispensables étaient encouragées à ne pas avoir d'enfants momentanément, autant les autres étaient plutôt encouragées et dignifiées si elles "faisaient beaucoup de combattant-e-s pour la lutte". Il ne s'est jamais agi d'une contrainte directe du FMLN, mais le FMLN n'a pas non plus donné à ces femmes les connaissances nécessaires pour éviter la situation traditionnelle des paysannes : avoir autant d'enfants que Dieu en envoie. Or ces femmes civiles, dans les zones sous contrôle ou dans les campements de réfugié-e-s, étaient de loin la majorité.

De plus, pour les femmes qui ont eu accès à la contraception, voire même à l'avortement, certaines ont pris des décisions, non pas véritablement en fonction de leurs désirs ou nécessités propres, mais sous la pression d'autres considérations : le bon déroulement de la lutte à laquelle elles prenaient part. Prises entre l'arbre et l'écorce, entre les exigences de la moralité catholique et celles de la lutte, certaines se sont laissées quelque peu forcer la main pour planifier les naissances ou avorter. La véritable nouveauté réside dans le fait que la pression extérieure, au lieu d'aller dans le sens de l'imposition d'une grossesse, s'orientait vers la réduction des naissances, dont beaucoup de femmes sont finalement plutôt satisfaites.

Beaucoup disent, comme Cristina :

“Dans la guerre, j’ai appris d’autres choses, pas seulement à me consacrer à se marier et à avoir des enfants. Pour le moment, je ne pense pas avoir plus d’enfants, parce que la vie est très dure. C’est bien d’avoir au moins deux enfants, je n’en veux pas beaucoup. Je pensais rester comme ça, avec ma fille.”

Il semble que cette transformation des attitudes face à la maternité durera au-delà de la guerre, au moins pour certaines comme Irene :

“Je pense avoir deux enfants. Mon compagnon aussi, pareil, parce que ça fait partie des choses qui doivent être claires avec le compagnon. Nous ne pouvons pas penser différemment à ce sujet. Nous devons voir en fonction de ce qui se produira. Bien sûr, nous ne pensons pas que c’est terminé⁸. A aucun moment, nous n’avons pensé aller à la maison, avoir les enfants et point, parce que ça n’aurait pas de sens d’avoir lutté.”

L'ENTRÉE DES FEMMES DANS LA GUERRE ET LES OBSTACLES À LEUR PARTICIPATION

Toutes les femmes interviewées sont des femmes qui ont passé beaucoup de temps dans la guerre et dans la lutte : celle qui a eu la participation la plus brève a donné huit ans de sa vie. La majorité des femmes a environ une douzaine d’années de participation derrière elle, les plus “anciennes” étant les trois femmes qui se sont intégrées dans la lutte depuis la deuxième moitié des années soixante-dix, lorsque se formaient les premiers noyaux de guérilla.

Pourquoi sont-elles entrées dans la guerre? On peut distinguer trois groupes de réponses. Certaines se sont mobilisées pour protéger des membres de leur famille déjà engagé-e-s. D’autres au contraire ont été à l’origine de la participation du reste de leur famille. Ce sont surtout des femmes relativement âgées pour le Salvador (frisant la quarantaine) qui firent leurs premiers pas hors de leur cuisine pendant les années soixante-dix, par le biais du travail pastoral influencé par la théologie de la libération, l’une d’elles en lien avec une organisation étudiante de la capitale, vers la fin de années soixante-dix et le début des années quatre-vingt. Le troisième groupe, majoritaire parmi les femmes interviewées, a été littéralement précipité dans la guerre à un très jeune âge à partir des assassinats perpétrés par les escadrons de la mort, de la politique de terre brûlée et de la répression tous azimuts menée par l’armée gouvernementale, principalement entre 1979 et 1982. Dans les trois cas, pour les femmes de la campagne, l’engagement est presque toujours le fait de la famille entière, ou au moins d’une bonne partie de ses membres.

L’histoire de Doménica est celle de beaucoup de mères :

⁸ Au moment où les interviews ont été réalisés, on était à un an des accords de paix, mais la lutte politique continuait de plus belle.

“Le premier fils, Camilo, s’est “organisé” en 1977, il étudiait en neuvième année, et aussi l’autre que j’avais, qui avait 16 ans. Après ça a commencé avec l’ennemi, qui les tenait sous contrôle, parce qu’il y avait des gens qui les dénonçaient, les mouchards. Quand il a été bien “déclaré”, qu’il était organisé, ils ont commencé à venir perquisitionner les maisons, la Force Armée. Après il a fallu quitter la maison, se déplacer dans d’autres endroits, ils venaient demander où il était.”

Le cas de Mirna illustre bien le parcours de celles qui sont venues à la lutte à travers l’évangélisation :

“Un curé est venu dans mon village, un curé progressiste. Ce curé a commencé à travailler l’éducation, il a élaboré un livre d’auto-éducation communautaire. C’est comme ça qu’une fois, après qu’il ait dit une messe dans le hameau, j’ai essayé de m’intégrer comme missionnaire, pendant trois ans.”

Soledad aussi raconte :

“Comme nous, nous travaillions avec l’Eglise, nous vîmes que nous pouvions faire du travail dans la communauté. Nous nous sommes mis à l’évangélisation, avec le père B. R. Il nous faisait des causeries avec la Bible, et nous transmettions les messages qu’on nous donnait dans les différents hameaux : Loma Alta, Alvarado, et le hameau où nous vivions. Après avoir fini de travailler, nous allions donner des causeries, surtout pendant Pâques et Noël.”

Pour les plus jeunes, l’histoire d’Irma est la plus représentative :

“J’ai vingt-deux ans. Je suis née en 1970. J’ai commencé la guerre, j’étais très petite, il se formait des petits groupes de jeunes qui allaient dormir dans la montagne [pour échapper à l’armée], et nous qui étions les plus petits, nous allions dormir chez une grand-mère. Et là, les soldats sont venus nous intimider, en nous demandant les armes, où étaient les guérilleros, et nous autres, nous ne savions rien. Une tante, ils l’ont attrapée par les cheveux, avec un enfant d’un an dans les bras, en lui appuyant un fusil sur la poitrine pour qu’elle dise ce que selon eux elle savait, et ils nous ont dit de partir parce que s’ils nous attrapaient, ils nous tueraient. Nous sommes partis dans la montagne, souffrant la faim, la soif et tout le reste. A partir de ce moment-là, nous ne dormions plus dans des maisons pour qu’ils ne nous tuent pas. J’avais neuf ans à l’époque. (...) Toute la famille s’est incorporée, du plus petit au plus grand.”

Elles se sont mobilisées du fait de la pression des événements, à un très jeune âge. On ne peut pas véritablement parler d’une décision personnelle ou très consciente, elles ont bien plutôt été précipitées dans la guerre, comme Rebeca :

“A la fin de l’année 1979, j’ai entendu parler du Bloc [Bloc Populaire Révolutionnaire⁹], je ne savais pas de quoi il s’agissait, on parlait de guerre au Nicaragua, je ne comprenais pas ce genre de choses. Quand Monseigneur Romero meurt¹⁰, ils l’avaient tué parce qu’il prêchait la vérité, la justice pour les pauvres, qu’ils ne soient pas exploités, et c’est pour cela qu’ils lui ont ôté la vie. Après, dans la vallée on disait que des gens venaient, qu’ils parlaient secrètement, des réunions, un de mes frères y allait. Tout était clandestin. Ensuite, ils tuaient des gens, il y a des gens qui sont partis vers d’autres endroits. (...) J’allais à la messe à Santa Clara, mais près de la maison ils avaient tué un monsieur qui était un mouchard. Un beau-fils est venu le voir et a dit que son sang serait vengé. Mais comme ceux qui l’avaient tué étaient à l’enterrement et l’avaient entendu, le jour de l’enterrement ils sont allés le chercher aussi et ils l’ont tué. Nous, moi et une nièce, nous allions à la messe à l’église quand nous avons vu ça, et on est revenues en courant, il y avait une fusillade à Santa Clara, on a juste eu le temps d’aller à la maison et nous sommes parties en courant jusqu’à ce que nous arrivions à un endroit où il y avait des gens organisés.”

Elles ont passé quelques semaines ou quelques mois à fuir avec leur famille, avec le reste de la population civile et sous la protection de la guérilla, jusqu’à ce que l’organisation décide d’évacuer les civil-e-s vers les refuges, au Honduras ou à San Salvador. C’est seulement à partir de ce moment que l’on peut parler véritablement de leur incorporation définitive et consciente, soit qu’elles décident de rester avec la guérilla pour se battre, soit qu’elles soient revenues clandestinement des refuges pour s’incorporer à la lutte, dès qu’elles ont été “assez grandes”, vers quinze ans.

Dans tous les cas, la participation de toutes ces femmes à la guerre est le résultat d’une histoire complexe et contradictoire, dans laquelle la nécessité a joué un grand rôle : la misère, la répression brutale et indiscriminée, l’incorporation d’autres membres de la famille, en particulier des pères et des frères qu’il fallait bien suivre. Le hasard a eu aussi sa part : pour être nées dans ces régions de Cabañas et San Vicente, elles ont dû affronter les aspects les plus durs de la guerre.

Le hasard et la nécessité... comme le raconte Isabel. Pourquoi s’est-elle impliquée dans la guerre?

“C’est ce que je voyais, qu’il y avait des manifestations, mais je ne savais pas, cela ne m’attirait pas. Mais je demandais “qu’est-ce qu’il se passe, qu’est-ce que c’est que ça?”. Ils m’ont dit que c’était une lutte pour les pauvres, et ça, ça m’a plu, ça m’a amenée à m’y mettre complètement, et à voir comment je pouvais apporter quelque chose à la lutte. J’avais vingt-

⁹ Le BPR était un de plus importants "fronts de masse", regroupant des organisations populaires de différents secteurs, qui par la suite se rallièrent au FMLN.

¹⁰ Monseigneur Romero était l’Evêque de San Salvador, extrêmement populaire et aimé des pauvres depuis qu’il avait pris fait et cause pour la théologie de la libération, au cours d’un processus de prise de conscience où l’ont accompagné des dizaines de milliers de croyant-e-s. Il fut assassiné le 23 mars 1980 en pleine messe par les escadrons de la mort. Plus de cent mille personnes suivirent son enterrement sur la place de la Cathédrale, avant d’être brutalement dispersées par les rafales de mitrailleuses de l’armée.

quatre ans. Je me suis incorporée avec toute ma famille. Ma mère préparait la nourriture pour les compas et la leur faisait parvenir.”

Quelles qu’aient été les raisons de leur incorporation, les femmes ont dû défendre durement leur droit à participer à la lutte. D’abord, quelques fois, contre leur propre famille. Si certaines familles se sont incorporées tout entières à la guerre et ont appuyé leur fille, par exemple en s’occupant de ses enfants pendant qu’elle combattait, d’autres n’ont jamais accepté le choix de leur fille. Certains parents s’opposaient parce que “un front de guerre, ce n’est pas un endroit pour une femme”¹¹, ou bien parce qu’elles désapprouvaient les objectifs politiques de la lutte, ou encore tout simplement parce que leur fille “était” avec beaucoup d’hommes. Certains maris ou compagnons réagirent de la même façon, manifestant de la jalousie et leur reprochant d’abandonner leurs enfants. Certaines mères, comme celle de Leti, essayaient de récupérer leur fille, priant pour qu’elles tombent enceintes et leur envoyant mille lettres pour les convaincre de quitter le front, jouant ainsi leur rôle traditionnel de protectrices et utilisant toutes les ressources du chantage psychologique. Pour compenser cette tendance, le système de courrier interne du PRTC censurait les lettres "démoralisantes" de la famille ou de la personne aimée qui aurait pu faire fléchir le moral des combattant-e-s. C'est du moins ce que nous a affirmé une des responsables de la transmission du courrier, chargée de cette besogne.

Bien des fois, les femmes eurent à livrer parallèlement une dure lutte pour être acceptées par leurs “frères d’armes”, surtout si elles transgressaient la division sexuelle du travail traditionnelle (par exemple, celles qui étaient dirigeantes militaires) ou la morale sexuelle traditionnelle imposée aux femmes. Cependant, toutes nous dirent que si elles se faisaient respecter, si elles montraient trois fois plus de courage que les hommes, ou si elles devenaient la femme d’un dirigeant, elles parvenaient à s’intégrer et à “faire honte” aux compagnons récalcitrants.

Comme nous l’avons vu plus haut, la question de la maternité a également compliqué notablement la participation des femmes. Pour celles qui décidèrent d’avoir des enfants malgré la guerre, et elles furent nombreuses, le problème du lieu où accoucher et où laisser les bébés ou les enfants, était passablement lourd. Sortir du front pour aller accoucher signifiait beaucoup de difficultés, plus encore quand les autres compagnons pensaient que c’était une façon de s’esquiver et d’abandonner la lutte. Il n’était pas non plus facile de retourner au front après l’accouchement : se mêlaient les pressions psychologiques de la famille, le désir de rester auprès du bébé et la culpabilité de l’abandonner, avec les difficultés pratiques pour rejoindre la zone du front.

Nombreuses sont les femmes qui se sont éloignées de la lutte à la suite de leur maternité, et réellement elles ne purent guère compter avec l’appui des compagnons, qui continuaient à considérer que la question des enfants est une responsabilité exclusive des femmes en général, qu’elles soient mères, tantes ou grand-mères. L’expérience de Sofía, une des interviewées, illustre bien cette vision que l’organisation avait des femmes, bonnes pour garder les enfants, tous les enfants et pas seulement ceux de “leur famille”. Elle-même a passé plusieurs années de la guerre à Cuba, à s’occuper d’une “garderie” du

¹¹ Ce genre d’attitude, même de la part de parents engagé-e-s, est décrite avec beaucoup de justesse et d’impressionnantes similitudes avec le cas salvadorien, dans le cas de la lutte contre le racisme d’Etat en Afrique du Sud, par l’écrivaine sud-africaine blanche prix Nobel, Nadine Gordimer, dans son roman : “L’histoire de mon fils”.

PRTC, composée de plus de huit enfants et petits-enfants de combattant-e-s, certains de sa famille et d'autres "tout naturellement" devenus sa responsabilité. Cette tâche, dont elle s'est acquittée souvent à ses propres frais, est finalement devenue "sa spécialité" dans la révolution.

LA GUÉRILLA FACE AUX FEMMES : ENCOURAGEMENT À LA PARTICIPATION ET MAINTIEN DE LA DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL

Il n'était pas du tout évident, dans le milieu paysan traditionnel, que les femmes sortent de leurs maisons et s'incorporent à la lutte, et encore moins à la guerre, et il faut reconnaître que les organisations ont fait un travail très important pour "capter" les femmes. D'une part, les femmes étaient là de toutes façons, comme mères et comme compagnes. Dans la guerre, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues. Comment ne pas "enrôler" les mères, d'apparence si "innocente", disposées à préparer des colis pour leurs enfants, à prendre mille risques pour les personnes aimées? C'est ainsi que se montèrent, notamment, les premiers ateliers de vêtements, de sacs à dos, de chaussures, dans les camps de réfugié-e-s. D'autre part, le FMLN prit conscience de l'impact qu'avait, sur la population du pays, la participation de femmes à la lutte. Celle-ci devenait en quelque sorte plus humaine, plus juste, plus morale, si même les femmes en faisaient partie. Et puis, quelle humiliation pour l'armée gouvernementale, que d'être mise en déroute par des femmes en armes! Peu à peu, le FMLN s'est également rendu compte que vis-à-vis de l'opinion internationale, la participation des femmes impressionnait, attendrissait, et même, pouvait rapporter gros. Quand les gens ne veulent plus soutenir une guerre, même de libération, il est toujours possible de réunir un peu d'argent "pour les organisations de femmes", qui le reversent discrètement à "leur" parti.

On comprend donc d'autant plus pourquoi, entre nécessité générale et nécessité propre, les femmes se sont organisées et ont été organisées avec une relative facilité au sein de chacun des partis du FMLN. Dans le cas particulier du PRTC, tout un travail idéologique en vue de l'incorporation des femmes a été fait parmi la population civile des zones libérées et des zones en dispute, dans les refuges et dans les fronts de guerre. Reprenant et amplifiant le travail amorcé parfois dans les "communautés ecclésiales de base" par quelques sœurs ou curés progressistes, le PRTC a accordé aux femmes une attention spéciale, en les organisant d'abord dans des structures mixtes, puis parfois dans des organisations féminines, et en leur donnant une certaine formation politique générale et sur leur propre situation en tant que femmes.

La conjugaison des efforts du parti [le PRTC], des multiples initiatives et de l'exemple de certaines femmes et hommes plus progressistes (en particulier la Commandante Nidia Díaz, la compañera Arlen Siú Guazapa, certaines étrangères et femmes d'origine urbaine, certaines jeunes paysannes et certains médecins étrangers des deux sexes) a permis le surgissement pendant la guerre, depuis l'exil, les territoires libérés ou les fronts de guerre, de l'Association de Femmes Salvadoriennes ASMUSA¹².

¹² D'autres organisations ont existé en lien avec chacun des quatre autres partis du FMLN.

Si l'existence de cette association est quelque peu fictive ou du moins informelle au début, puisque dispersée dans des zones très diverses avec moult difficultés de communications entre les différents groupes de femmes des fronts, de la population civile et de l'extérieur, les initiatives de femmes qui se sont déroulées en son nom ont été nombreuses. Plusieurs campagnes furent menées, par le biais de réunions et de discussions, pour la contraception et pour l'éducation sexuelle-reproductive, ainsi que pour résoudre certains problèmes de couple (jalousie de la part de l'homme, coups), contre le machisme des compagnons, et pour la promotion des femmes à des tâches non traditionnelles (combattantes en armes). Les femmes ont également reçu d'une part des formations techniques pour différentes tâches, soit généralement considérées comme féminines (communication radio, santé), soit non-traditionnelles (artificières, combattantes) et, d'autre part, une certaine formation générale (alphabétisation).

Plus spontanée mais tout aussi significative, est la lutte d'un petit groupe de femmes d'un même front, puis de presque toute l'organisation, pour obtenir des serviettes hygiéniques pour les guerillères. Écoutons le récit de Leti :

“Par exemple, moi ils m'ont envoyée à un cours dans un campement de l'ERP. Il y avait une autre compagne. Il y avait des petites différences. Par exemple, il y avait le compagnon Mario Pelón [un médecin basque]. Les problèmes ont commencé, en particulier moi et l'autre compagne, qui sommes d'origine paysanne, on aime aller parler avec tout le monde. On a commencé à parler avec les autres femmes, et elles ont été choquées : comment était-ce possible que nous utilisions des serviettes hygiéniques? Les compagnons les achetaient, et elles, elles utilisaient des torchons, ils n'accordaient pas d'importance à cette question. Alors Mario, qui était là, leur expliquait qu'il valait mieux leur acheter des serviettes plutôt qu'elles utilisent des torchons, parce qu'elles pouvaient attraper une infection et que ça serait plus cher que d'acheter des serviettes. Pour cela, ils nous critiquaient, ils disaient qu'on avait l'air de gens de la ville, de petites bourgeoises, et bon ils nous regardaient d'un sale oeil parce qu'on utilisait des serviettes hygiéniques. Nous, on leur disait qu'elles exigent des serviettes aux compagnons, à cause des maladies. (...) [On a commencé à avoir des serviettes] à San Vicente, avec les dirigeantes de ASMUSA, comme c'est là qu'était la majorité, ils nous achetaient des serviettes, ça a été difficile, les compagnons n'étaient pas très d'accord. (...) Finalement, celles du Morazán, elles n'ont rien obtenu, parce qu'ils disaient que nous avions des déviations idéologiques. Ils étaient vraiment terribles, si nous portions des barettes, des rubans ou des anneaux, ils nous disaient que nous étions déviées. Je ne sais pas ce qu'elles ont fait.”

Même ainsi, les hommes qui allaient au ravitaillement ne voulaient rien savoir pour aller acheter les serviettes. L'élément décisif fut finalement le fait que, les femmes étant les seules à savoir porter des palettes d'œufs sur la tête sans les casser, elles allèrent aussi au ravitaillement et purent ramener cet obscur objet de l'hygiène féminine.

Le PRTC, comme nous l'avons signalé, a toujours été une organisation relativement petite et beaucoup de ses membres viennent des mêmes villages et communautés, lié-e-s par un dense réseau de relations familiales, d'autant plus que les

familles paysannes s'incorporaient souvent presque toutes entières. Les combattant-e-s étaient souvent de très jeunes hommes et femmes, à qui une autorité mi-militaire, mi-parentale et paternaliste, pouvait faire accepter certaines transformations. La morale et les valeurs concernant les hommes, les femmes et les relations entre les sexes, se sont muées en une synthèse discontinue et passablement contradictoire de valeurs traditionnelles catholiques et paysannes, et de valeurs révolutionnaires plus ou moins élaborées. Au milieu d'une certaine confusion morale, certaines nouvelles valeurs ont pu au moins être connues et discutées, puis commencer à être admises. Par exemple, que la femme est l'égale de l'homme, qu'elle a certains droits, qu'elle a souvent des capacités remarquables. C'est ainsi qu'Ileana, une paysanne de vingt ans responsable du bataillon Silvia (unité exclusivement féminine du parti communiste) raconte que son plus beau souvenir est d'avoir remporté haut la main le concours de tir organisé avec les compagnons de son front.

Non sans frictions, contradictions et hasards, les nombreux liens familiaux préexistant à la guerre, la proximité et la solidarité dans la lutte contre un ennemi commun, la nécessité et les initiatives extrêmement quotidiennes de beaucoup de femmes, ont permis finalement pendant toutes ces années de guerre, une participation importante et tout à fait déterminante des femmes dans la lutte révolutionnaire.

L'histoire des femmes que nous avons rencontrées montre bien que les femmes ont participé à tout, tout le temps. Dans le domaine militaire, elles ont rempli des tâches aussi diverses que celles de cuisinière, responsable des communications radio opératives et stratégiques, brigadiste de santé, responsable politico-militaire de fronts. Les civiles ont travaillé dans le domaine de la propagande, dans les zones d'expansion, en organisation, en approvisionnement, comme responsable des refuges à l'intérieur et à l'extérieur du pays, comme responsable des enfants des combattant-e-s, comme responsable de maisons de sécurité. Elles ont fabriqué et transporté des armes, du courrier, des personnes, ont visité les prisonnier-e-s, travaillé pour le respect des droits humains ou dans les relations internationales, cherché, obtenu et géré de l'argent pour les réfugié-e-s et pour une grande quantité d'organisations.

On peut dire qu'elles ont travaillé dans tous les domaines, aussi bien à des tâches très dangereuses qu'à des tâches traditionnellement invisibles comme la préparation de la nourriture. Le PRTC a même tenté de constituer, comme un temps le Parti Communiste avec le "peloton Silvia", une unité de combat composée exclusivement de femmes. Le but était à la fois de "gagner le moral de l'ennemi", en le faisant canarder par de simples femmes, et aussi de réduire les problèmes de jalousie et dispersion occasionnés par la présence de femmes et le machisme des hommes des campements. Cependant, cet effort ne dura guère : une partie des femmes furent tuées en combat, d'autres tombèrent enceintes et le peloton fut dissous.

Il est toutefois intéressant de remarquer que, de toutes les femmes interviewées, aucune n'a été directement une combattante. Même si elles ont passé des années dans les fronts de guerre, souvent armées s'il y avait assez d'armes, elles n'étaient pratiquement jamais envoyées sur la ligne de feu, et n'eurent presque jamais à tirer, sauf éventuellement quand elles fuyaient l'ennemi. Par exemple, l'une d'entre elles, bien

qu'ayant atteint une position de responsable politico-militaire d'un front, raconte qu'elle n'a tiré qu'une fois contre l'ennemi en plus de 17 ans de lutte, et encore par hasard.

Cet élément vaut la peine d'être analysé en détail, dans la mesure où, d'une certaine façon, être combattant-e en armes a toujours été une des tâches les plus valorisées dans la guerre. Il a été dit que, dans le FMLN et dans les fronts de guerre, les femmes et les hommes recevaient le même traitement, que le sexe des personnes n'avait pas d'importance, mais seulement leur capacité, et pourtant nous pouvons voir ici qu'il a existé une claire division sexuelle du travail, les femmes remplissant les tâches les moins valorisées et de moindre rang hiérarchique, pendant que les hommes exécutaient des tâches de combat et de commandement, dans la majorité des cas.

Cette division du travail reproduit presque mécaniquement la division du travail qui prévaut dans la vie civile, laissant aux femmes les tâches qui se rapportent à la production et reproduction de la force de travail/de lutte, en position de subordination à une autorité, laquelle est presque toujours masculine. Le cas de femmes cuisinières, ou travaillant au ravitaillement et en logistique, le démontre amplement. Celles qui ont travaillé dans les communications, spécialement les communications stratégiques, avaient conscience de leur grande responsabilité et de la confiance qui leur était accordée. Mais la relation avec le poste de commandement ou le commandant a également une singulière ressemblance avec la relation d'une secrétaire de direction avec son patron. D'ailleurs, les femmes qui travaillaient en communication étaient presque toujours les compagnes des membres du poste de commandement.

On peut approfondir quelque peu ces propos à travers un exemple. Mirna, militante depuis le milieu des années soixante-dix, après avoir travaillé "en évangélisation", "en organisation" et rempli une infinité de tâches, se retrouve finalement dans le collectif de direction politico-militaire d'un front de guerre. A la suite du départ des autres responsables, elle doit assumer la direction, devenant l'unique femme responsable de front, aux côtés d'hommes d'une autre organisation (de l'ERP). Ce front ne reçut pratiquement aucune attention du parti pendant qu'elle en avait la direction. De plus, un des compagnons envoya une note au parti, pour dire qu'il n'avait pas confiance en elle, spécialement sur le plan militaire. Apparemment, cette femme est arrivée à avoir un certain pouvoir, elle l'assuma parce que personne d'autre n'était là pour le faire, cela ne correspondait pas dans ce cas à une volonté politique de son organisation de promouvoir des femmes, elle n'a pas été aidée, et elle a eu de sérieux problèmes de légitimité. Ce cas est d'autant plus significatif que cette femme est celle des femmes que nous avons interviewées dont la position dans la hiérarchie politico-militaire a été la plus élevée, et c'est une des militantes de la première heure de cette organisation, pratiquement une des fondatrices. Une autre des femmes interviewées n'a même jamais été formellement une militante de l'organisation, malgré qu'elle ait donné son apport inconditionnel à la lutte pendant plus de quinze ans, qu'elle soit la mère de plusieurs combattantes et combattants, notamment du Commandant Camilo, et qu'elle ait vu son mari périr dans la lutte, ainsi que deux de ses fils et une de ses filles.

Evidemment, le travail que l'on faisait dans les fronts de guerre n'était pas un travail que l'on faisait pour soi-même, la réalisation personnelle n'était pas le but. On travaillait collectivement, chaque personne étant un humble élément d'une machine-

organisation plus grande. En même temps, toutes et tous vivaient dans des conditions très semblables, et le bien être physique ou émotionnel ne dépendait pas directement des tâches que chaque personne effectuait : les cuisinières et les combattant-e-s mangeaient sensiblement les mêmes choses, couraient les mêmes dangers et faisaient partie “de la même famille”. L’interview de Leti fait apparaître toutes les contradictions et les ambiguïtés de la situation :

*Est-ce que je n’ai pas été combattante du fait d’être une femme?
Non, je ne crois pas, parce qu’il y a eu des femmes combattantes, je ne sais pas pourquoi. Quelques fois ils les utilisaient pour d’autres tâches, bien sûr certaines fois parce qu’on était des femmes, on nous a marginalisées, il y a eu des compagnes très efficaces. La Commandante Nidia Díaz, c’est un exemple. L’exemple qu’elle peut aller avec des hommes, qu’elle a la capacité, et c’est une démonstration. Certains se demandent pourquoi certaines femmes ne font pas partie du commandement. Peut-être que parce que nous sommes des femmes, ils ne nous préparent pas, certaines fois on manque de préparation. Le travail d’organiser les femmes est plus difficile, parce que nous nous sentons “moins” que les hommes, c’est-à-dire que nous pensons que nous ne valons rien.”*

On peut penser que les tâches qu’accomplissait chaque personne n’ont pas d’importance ou se valent toutes. On peut penser que dans une situation aussi urgente que la guerre, on donne à chaque personne une tâche selon ses capacités et ses habitudes. Bien entendu, les femmes étaient habituées à préparer la nourriture et à laver les vêtements, et les hommes arrivaient avec une éducation machiste qui les préparait à être forts et courageux, au moins en apparence.

La plupart des femmes interviewées n’ont pas lutté pour obtenir un titre, un rang, ou du pouvoir pour elles-mêmes. Elles disent que le pouvoir les ennue ou leur fait peur. Elles n’accordent guère d’importance à formaliser leur relation avec le parti. Le parti est leur vie et leur famille, elles n’ont pas besoin de preuves matérielles de ce lien qu’elles sentent si profondément. Elles se sont données sans compter, elles ont donné leur vie et celle de leurs enfants, pour rien, comme les femmes ont l’habitude de le faire. Mais à l’heure de la paix et de la reconversion à la vie civile et à la lutte purement politique, on voit clairement que la participation des femmes et les efforts que l’organisation fait pour elles dépendent, malheureusement, de la clarté et du caractère formel de leurs relations avec le parti, et de leur capacité à exiger leurs droits.

De fait, avoir rempli des tâches différentes pendant la guerre, a des conséquences à moyen et long terme. Pour avoir eu de moindres responsabilités, ou des responsabilités différentes et moins valorisées, peu de femmes ont accédé à des positions de pouvoir, de direction. Elles ont participé et donné leur sang comme les hommes, mais rares sont celles qui ont eu le droit de décider des orientations de l’organisation, et donc du sens de la révolution.

Les organisations du FMLN ont fait des efforts pour intégrer les femmes dans l’ensemble de la lutte, efforts orientés principalement vers la légitimation de leur participation, aussi bien aux yeux des hommes qu’à ceux des autres femmes. Il s’agissait

aussi de construire la corrélation de forces la plus large possible, d'émouvoir l'opinion nationale et internationale, et de démoraliser l'ennemi. Cependant, ce travail de promotion des femmes a été partiel, et jusqu'à présent n'a pas été poussé au bout de sa logique. Les raisons en sont nombreuses. D'abord le manque de temps (les priorités étaient autres) et les conditions particulièrement difficiles, aussi bien dans les fronts de guerre qu'en ville (perquisition et vandalisme fréquents dans les locaux des groupes de femmes, répression, assassinats). Le manque de ressources économiques et surtout de clarté des objectifs et des méthodes à employer, la rareté et le manque de préparation des personnes chargées ou auto-désignées responsables de ce travail, expliquent également ses limitations. Il n'existe ni avant, ni pendant la guerre, de mouvement féministe. Au contraire, celui-ci est satanisé et présenté comme une doctrine lesbienne-radical-petite-bourgeoise importée et nocive, capable de diviser la lutte populaire. La tendance "féministe révolutionnaire" introduite en 1979 par le groupe de femmes AMES, pourtant plus révolutionnaire que féministe et de portée modeste, est étouffée par le bruit des balles à partir de 1983. Il faut attendre 1986 et la création de la Conamus pour que le mot "féministe" réapparaisse, non sans susciter de dures critiques. Et ce n'est qu'une fois signée la paix que le mouvement des femmes ose formuler des revendications spécifiques et générales à la fois, dans sa première plateforme des femmes salvadoriennes élaborée par Mujeres 94 en vue des élections.

LES CONSÉQUENCES DE LA PARTICIPATION DES FEMMES À LA LUTTE SUR LEUR SITUATION ET LEUR STATUT SOCIAL

Une transformation importante vécue par les femmes est liée à la famille, ce qui n'est pas surprenant quand on sait l'importance qu'a celle-ci dans la vie des femmes salvadoriennes. Il s'agit de leur unique point de référence sociale, économique et affective, leur "port et leur prison", comme l'a écrit très justement le psychologue jésuite Martín Baró, assassiné par l'armée en novembre 1989 (Baró, 1985). Comme dit Charo :

"Ici au Salvador, les femmes sont ligotées à un homme, depuis leur naissance jusqu'à leur mort, d'abord au père et ensuite au mari, et si elles n'ont pas de mari, à leur frère ou bien, toute leur vie, c'est leur père qui s'occupe d'elles."

S'il est vrai que la grande majorité des femmes sont entrées dans la guerre avec et pour leur famille, soit pour défendre leurs enfants ou leur compagnon, soit pour venger leur mort, ou simplement parce que toute la famille a dû fuir, la guerre a profondément transformé la situation des femmes et les relations au sein de la famille. Comme le souligne Charo :

"Les femmes en guerre rompent avec tout le quotidien et le commun dans leurs relations. (...) Que tu aies été "accompagnée" ou pas, tu ne dépendais pas économiquement d'un homme, de la même façon si tu n'avais plus de vêtements, eh bien tu ne dépendais pas d'un homme pour toutes ces choses. (...) Dans les fronts, ça change, les femmes sont plus libres. Une chose, bien sûr, c'est que s'éveillent chez les guérillères des

potentialités qu'elles n'auraient jamais pensé avoir : après avoir été un bras domestique, tu deviens opératrice de radio ou brigadiste de santé."

Evidemment, certaines transformations sont ponctuelles, et d'autres sont plus durables ou permanentes. La mort et la disparition des membres de la famille obligent les femmes à jouer un rôle différent au sein de ce qui reste de la famille, et cela de façon définitive. Dans certaines régions, en particulier dans les refuges et les zones libérées, le pourcentage de femmes responsables de foyers a considérablement augmenté par rapport à la moyenne nationale, déjà élevée, jusqu'à atteindre 60 % des foyers. L'indépendance économique dont parle Charo permet des changements psychologiques et matériels importants, comme la possibilité de changer de compagnon sans grandes conséquences économiques, ou celle de rompre avec la famille si celle-ci s'oppose à leur participation à la lutte. L'auto-affirmation par rapport à la famille est un élément important pour les femmes. Même si elle peut causer une profonde souffrance et de la culpabilité, elle les aide en même temps à élever leur "auto-estime". Le terme d'auto-estime est une notion reprise par le mouvement des femmes salvadorien. Il correspond au sentiment d'auto-satisfaction ou d'insatisfaction que ressent chaque personne par rapport au "devoir-être" qu'elle se donne comme but. Or bien souvent, le devoir-être social des femmes est si contradictoire que les femmes ne peuvent s'y conformer, et si puissant qu'elles ne peuvent y opposer des modèles différents. Les femmes ont donc tendance à posséder structurellement une auto-estime très basse, une image d'elles-mêmes très négative, ce qui a d'importantes répercussions sur leur santé mentale et leur capacité de faire des projets personnels, politiques et sociaux. Il nous semble significatif que Roselia, Présidente de la communauté de Nuevo Gualcho, ait dû divorcer de son mari, qui voulait lui interdire le travail politique et souhaitait qu'elle se contente d'être une bonne mère et une bonne épouse. Jusqu'à aujourd'hui, elle n'a pas voulu refaire sa vie avec un autre homme¹³.

Les transformations par rapport à la famille et l'indépendance économique se trouvent menacées à l'heure du démontage des structures militaires du FMLN, en particulier pour les femmes plus jeunes qui devront retourner dans leur famille. Dans leur communauté, beaucoup de gens s'étonnent encore de voir une femme vêtue d'un pantalon et pensent qu'une femme qui travaille elle-même la terre à la machette, si elle n'est pas veuve, est "passée de l'autre côté" [est lesbienne]. Elles vont retourner, pour beaucoup d'entre elles, à la situation antérieure de dépendance économique par rapport à un homme, spécialement si elles n'obtiennent pas, au même titre que les hommes ex-combattants, les terres prévues par les accords de paix. Le plus préoccupant est que plusieurs d'entre elles n'ont pas demandé de terres ou n'ont pas su les exiger, ou bien encore ne savent pas les cultiver. Il semble que les organisations tendent à favoriser les hommes au moment de répartir le peu de terres que le gouvernement accordera finalement, et que les femmes montrent peu de combativité à cet égard.

Le fait que, dans les fronts de guerre eux-mêmes, les femmes n'aient presque pas tenu de rôles de direction, et que les hommes aient peu souvent assumé des tâches comme la cuisine et la responsabilité des enfants, amène peu de changements également

¹³ Depuis le moment où l'interview a été réalisé, elle a eu un deuxième enfant, avec un homme qu'elle voit très discrètement. Elle a dû également s'occuper de sa vieille mère et a cessé de présider la communauté, dont les autorités ont changé et sont de nouveau exclusivement masculines.

dans l'ensemble des autres domaines. En particulier, la question de l'auto-estime des femmes n'a guère pu être travaillée. Bien qu'ayant réalisé une infinité de tâches de grande importance ou très dangereuses, elles continuent souvent à penser qu'elles sont peureuses, timides, peu capables. Leur capacité à prendre des initiatives ou à exprimer des exigences reste peu développée, comme elle l'a toujours été dans leur milieu traditionnel, paysan, où la femme obéit sans broncher, suit le mari et défend les enfants. Dans leurs discours, elles disent que les femmes ont des droits, qu'elles ont les mêmes capacités que les hommes, mais dans leurs pratiques et sur le plan personnel, elles continuent à se sentir timides et "un peu perdues".

Quand on leur demande ce qu'elles vont faire après leur démobilisation, leurs réponses sont confuses : le processus de paix est instable, leur référent familial a disparu, elles ne savent ni où aller, ni si on leur donnera effectivement des terres. Elles sont dans l'expectative, attendent des ordres ou des orientations et se projettent très peu dans l'avenir. Certaines, les plus jeunes, pensent retourner dans leur famille, revenir à la vie paysanne. D'autres disent qu'elles veulent étudier, mais leurs efforts paraissent un peu flous, dans l'attente que quelqu'un vienne leur dire quoi faire, négligeant les rares ressources de formation qui existent (ateliers du MSM, mise à niveau scolaire pour préparer les examens d'entrée à la nouvelle Police Nationale Civile). Plusieurs savent ce qu'elles ne veulent pas (retourner à la vie "d'avant", "se remplir d'enfants", rester à la maison, être paysannes ou travailleuses domestiques dans la maison des riches), mais elles ne savent pas très bien quoi faire d'autre ni comment le faire. Celles qui ont été avec succès brigadistes de santé pendant la guerre, voudraient continuer à travailler dans la santé, contre un salaire, puisqu'il va bien falloir vivre. Mais elles dépendent alors de l'ouverture éventuelle d'un centre de santé dans leur région. Elles veulent utiliser ce qu'elles ont appris dans les fronts, mais il n'y a pas beaucoup d'opportunités de reconversion pour celles qui étaient opératrices-radio. Elles voudraient travailler avec les femmes, mais leurs responsabilités vis-à-vis des enfants ou des parents mutilé-e-s de guerre ou âgé-e-s, les en empêchent. Elles voudraient participer à différentes activités, mais l'organisation de femmes ou le parti ne peuvent plus les aider sur le plan financier, et/ou ne sont pas capables ou pas véritablement désireux de leur accorder l'attention nécessaire, négligeant et se privant ainsi de leurs capacités.

Quant à continuer dans la politique, le champ est déjà largement envahi par les hommes, et le *numerus clausus* sévit. Tout le monde ne peut pas être commandant avec voiture neuve et gardes du corps, encore moins se présenter aux élections et prétendre au "mirobolant" salaire des député-e-s (environ 5.000 francs par mois). C'est ainsi que différents compagnons continuent à présent "dans la politique", progressant dans la hiérarchie des responsabilités et du pouvoir de décision du parti. Pendant ce temps, comme Leti, leur compagne gagne la vie de la famille et veille à la bonne marche de la vie quotidienne, réalisant des tâches de travail domestique dans des maisons privées, alors même qu'elle pourrait continuer à contribuer à la lutte d'une autre façon.

Les traumatismes psychologiques causés par la guerre et la répression complètent ce tableau, expliquant également le manque de capacité à se projeter dans l'avenir dont de nombreuses femmes font montre actuellement. La perte de différents membres de la famille est un coup plus dur encore pour les femmes que pour les hommes dans la mesure où la famille a été et continue à être pour elles le principal référent affectif,

économique et social. Les expériences traumatiques vécues au cours de la guerre (fuite, clandestinité, enlèvements, emprisonnement, torture, mort de proches et de personnes aimées...) ont laissé des traces profondes qui jusqu'à présent n'ont pas été "soignées" ou apaisées en aucune façon, ni individuellement ni collectivement, encore moins à l'échelle du pays. Il ne s'agit pas seulement des mutilé-e-s de guerre, mais aussi de personnes qui ont contracté des maladies ou des troubles chroniques de différents types : elles souffrent "des nerfs", de maladies gastro-intestinales, de maux de tête, d'affection de la vue, de difficultés pour dormir ou pour se concentrer, de dépression, qui nuisent à leur capacité de continuer à participer à la lutte.

Tous ces facteurs expliquent une certaine dépolitisation des femmes, dans le sens d'une moindre participation politique organisée et publique, et également d'un repli sur les valeurs de la "vie privée" (que certaines n'ont d'ailleurs jamais connue) et sur les modes de vie traditionnels (maternité, mariage, projets de couple et familiaux). La nécessité de gagner sa vie et celles des autres (maris, compagnons, enfants, parent-e-s âgé-e-s) réduit encore le temps et l'énergie disponible de ces femmes pour leurs propres luttes, de femmes ou de pauvres. Cela est d'autant plus regrettable au moment où la lutte reprend de plus belle, non plus sur le plan militaire mais sur le plan politique. Le PRTC et le FMLN auraient justement besoin de davantage de militant-e-s et de cadres pour construire une nouvelle démocratie participative et pour le travail quotidien des organisations du mouvement social, en particulier du mouvement des femmes.

DE LA CUISINE À LA RÉVOLUTION: ALLER SIMPLE OU ALLER - RETOUR?

Pour évaluer les conséquences de la participation des femmes pendant toutes ces années de lutte, nous présenterons d'abord leurs avancées et leurs conquêtes, puis les limites qu'elles ont rencontrées, avant d'évoquer quelques pistes pour les luttes futures des femmes salvadoriennes.

Les avancées et les conquêtes peuvent être regroupées en trois thèmes. D'abord, la guerre, en même temps qu'elles les y contraignait, a permis aux femmes de sortir des cuisines et des maisons. Même si cela a été de manière forcée, et a signifié beaucoup de souffrances, la guerre a considérablement élargi les horizons des femmes, en particulier des femmes paysannes. Elle a signifié pour elles une alternative à leur destin séculaire, qui était de se marier et de se "remplir d'enfants", un point c'est tout. La possibilité de planifier leur maternité, une certaine évolution vers la co-responsabilité des enfants avec certains hommes, sont des avancées très importantes pour ces femmes. Avoir moins d'enfants leur permet d'avoir éventuellement une plus grande participation, des projets personnels, professionnels, sociaux ou politiques. Les formations qu'elles ont pu recevoir sur les fronts, les aident aujourd'hui à chercher des alternatives à la vie qui les attendait depuis toujours en tant que femmes et en tant que pauvres. En termes de travail, elles ont eu accès à des tâches et des responsabilités inimaginables pour des paysannes. Certaines ont connu des pays, des gens, des expériences qu'elles n'auraient jamais connues d'une autre façon.

En même temps, elles ont conquis un espace dans la vie publique et dans la société salvadorienne. Leur participation à la lutte a gagné une légitimité qu'elle n'avait pas avant, et désormais elles sont davantage reconnues comme protagonistes dans l'histoire du pays. Une partie des hommes ont appris à compter avec elles, au moins jusqu'à un certain point, et certains d'entre eux ont modifié leur attitude générale envers les femmes, voyant en elles leurs égales, des compagnes de lutte, et non plus des êtres inférieurs en tous points.

Le troisième résultat de cette participation est la prise de conscience par certaines femmes, que leurs luttes en tant que femmes, pour leurs droits et leurs besoins, sont elles aussi légitimes. Les premières tentatives de travailler avec les femmes dans les fronts ou dans les campements, les premières réflexions sur leur situation comme femmes et leur problématique, ont commencé à germer et produire des interrogations plus profondes qui pourraient se développer bien davantage dans les prochaines années.

Cependant il existe des limites à la participation des femmes à l'heure de la transition et de la démocratisation. Nous pouvons distinguer six thèmes majeurs :

Les profondes séquelles physiques et psychologiques qu'a laissées la guerre, le deuil des personnes aimées, la répression, n'ont pas été traités de manière satisfaisante jusqu'à présent, ni sur le plan personnel ni de façon collective. Cela réduit la capacité et le désir des femmes de poursuivre leur engagement. En tant que mères, les femmes ont été confrontées à des situations très dures et elles auraient besoin de pouvoir réfléchir profondément à ce que la maternité signifie pour elles aujourd'hui, en particulier maintenant qu'elles ont d'autres alternatives. Parallèlement, la société salvadorienne dans son ensemble devra redéfinir le rôle des femmes, la maternité et la paternité, en intégrant les nouvelles réalités et pratiques créées par et dans la guerre.

Les progrès que les formations permanentes ont permis pendant la guerre sont insuffisants pour que les femmes puissent aujourd'hui trouver de meilleures perspectives professionnelles. Si elles sont effectivement sorties de leur condition habituelle de paysannes et de femmes au foyer, il y a encore beaucoup de chemin à faire pour qu'elles aient véritablement accès à d'autres opportunités de développement économique et personnel.

En dépit de certaines évolutions pour une minorité de femmes, la division sexuelle traditionnelle du travail s'est finalement très peu transformée. Les femmes demeurent les principales responsables de la reproduction de la cellule familiale, et leur participation professionnelle ou politique hors de cette sphère reste très fragile, marginale et perpétuellement remise en cause.

Ces facteurs se combinent pour expliquer la faible capacité des femmes à se projeter dans l'avenir, à l'heure de la démobilisation. Leur "auto-estime" demeure très basse, de même que leurs possibilités objectives de "progresser". Il semble qu'elles aient profondément intériorisé leur condition de marginalisation — en tant que paysannes pauvres — et leur condition subordonnée — en tant que femmes.

C'est pourquoi, lorsque la relative indépendance économique qu'elles vivaient dans les fronts de guerre ou en travaillant pour le parti prend fin avec la démobilisation et la réduction des dépenses des organisations, le plus probable est que la majorité des femmes retombent à court ou moyen terme dans la dépendance envers la famille, le père ou le compagnon, dans le schéma le plus traditionnel. Sauf pour une faible minorité, il est à craindre que les femmes retournent dans leur "port et prison".

Curieusement, bien qu'elles aient lutté pendant plus de dix ou douze ans dans certains cas, bien qu'elles se soient données entièrement au projet révolutionnaire et à l'organisation, beaucoup de femmes n'ont finalement aucun statut clairement défini en son sein. Le fait de ne pas appartenir formellement au parti par exemple est surprenant, en même temps qu'il reflète la traditionnelle "modestie" des femmes, leur tendance à minimiser et rendre invisible leur travail, à se nier et à se laisser nier par des hommes qu'aucun scrupule n'étouffe.

En définitive, il y a encore beaucoup à faire pour que les femmes soient capables de se projeter davantage dans la vie publique et politique. L'image que les femmes ont d'elles-mêmes et les préjugés de certains hommes jouent là un grand rôle : l'idéologie traditionnelle a la vie dure. D'autre part, les structures et les organisations n'ont pas réussi encore à faire véritablement place à la participation des femmes, et encore moins à une participation réellement égalitaire entre les hommes et les femmes. Trop de privilèges masculins sont menacés. Le manque de ressources humaines et financières pour le travail avec les femmes est à la fois une cause et une conséquence du faible développement de ce travail. Pourtant, il est urgent de donner une réponse à la volonté des femmes, qui existe et se manifeste malgré tout, de participer à la construction d'une nouvelle société. C'est un des défis majeurs pour les organisations politiques du pays, ainsi que pour les organisations de femmes : continuer à développer la participation politique, économique et sociale des femmes, avec un contenu véritablement transformateur. Après avoir servi la "cause commune", les femmes se laisseront-elles à nouveau renvoyer dans les cuisines?

San Salvador, février 1993

Paris, février 1996.

Notes :

1. Le Salvador est le plus petit pays d'Amérique centrale, avec 22.000 km² et six millions d'habitant-e-s. Depuis 1922, des militaires représentant les intérêts de l'oligarchie terrienne se sont succédés sans relâche au pouvoir. Depuis le soulèvement populaire de 1932, et malgré une répression féroce, la paysannerie sans terre lutte pour une véritable réforme agraire. En 1970, une partie de la direction du parti communiste salvadorien (durement réprimé pendant toutes ces années) décide de passer à la lutte armée et fonde la première organisation de guérilla, les FPL. Quatre autres organisations se forment pendant les années soixante-dix (ERP, RN, PRTC, PC) en même temps que se développe un très fort mouvement populaire. En 1980, la situation bascule : le mouvement populaire s'unifie, ainsi que la guérilla, qui commence à

préparer l'offensive "finale" pour s'emparer du pouvoir. Cette offensive, lancée le 10 janvier 1981, échoue, et marque le début d'une guerre civile révolutionnaire qui laissera en douze ans 90.000 mort-e-s et un million de réfugié-e-s, déplacé-e-s et exilé-e-s.

2. En dépit d'une répression sauvage, le FMLN jouissait d'un très fort enracinement populaire. Les effectifs du FMLN ont atteint jusqu'à 12.000 combattant-e-s.

3. Plus précisément, du Parti Révolutionnaire des Travailleurs Centro-américains (PRTC), un des cinq partis composant le FMLN. Chaque parti avait ses fronts de guerre, ses unités politico-militaires et ses "zones libérées" dans le pays. Le PRTC est la plus petite organisation du FMLN, constituant ainsi d'autant plus une espèce de "famille" dans laquelle beaucoup de gens se connaissent personnellement, viennent des mêmes hameaux et ont souvent des liens familiaux.

4. Issus de la Théologie de la Libération, les Comités Ecclésiastiques de Base sont des groupes de réflexion et de discussion sur la Bible, à la lumière de la réalité des gens et d'un point de vue critique. Ils ont joué un rôle déterminant dans l'organisation de la population salvadorienne, et en particulier des femmes, qui constituent l'immense majorité de ses "bases".

5. Mr Cristiani a été président du Salvador entre 1989 et 1994, pour le parti d'extrême droite nationaliste ARENA.

6. La tortilla est une galette de maïs, équivalent du pain et principale nourriture des pauvres, avec le sel et les haricots.

7. María est même plusieurs fois veuve, comme un certain de salvadoriennes. Une autre femme que nous connaissons a perdu successivement trois compagnons, alors qu'elle était enceinte d'eux. Le père de son quatrième enfant est toujours en vie, mais exerce un métier à hauts risques : garde du corps du candidat du FMLN à la présidence de la République.

8. Au moment où les interviews ont été réalisées, on était à un an des accords de paix, mais la lutte politique continuait de plus belle.

9. Le BPR était un de plus importants "fronts de masse", regroupant des organisations populaires de différents secteurs, qui par la suite se rallièrent au FMLN.

10. Monseigneur Romero était l'Evêque de San Salvador, extrêmement populaire et aimé des pauvres depuis qu'il avait pris fait et cause pour la Théologie de la Libération, au cours d'un processus de prise de conscience où l'ont accompagné des dizaines de milliers de croyant-e-s. Il fut assassiné le 23 mars 1980 en pleine messe par les escadrons de la mort. Plus de cent mille personnes suivirent son enterrement sur la place de la Cathédrale, avant d'être brutalement dispersées par les rafales de mitrailleuses de l'armée.

11. Ce genre d'attitude, même de la part de parents engagé-e-s, est décrite avec beaucoup de justesse et d'impressionnantes similitudes avec le cas salvadorien, dans le

cas de la lutte contre le racisme d'Etat en Afrique du Sud, par l'écrivaine sud-africaine blanche, prix Nobel, Nadine Gordimer, dans son roman : "L'histoire de mon fils".

12. Depuis le moment où l'interview a été réalisée, elle a eu un deuxième enfant, avec un homme qu'elle voit très discrètement. Elle a dû également s'occuper de sa vieille mère et a cessé de présider la communauté, dont les autorités ont changé et sont de nouveau exclusivement masculines.

Références :

ALEGRIA, Claribel, FLAKOLL, D.J. (1987). *No me agarran viva, La mujer salvadoreña en la lucha*, San Salvador : UCA.

AMRANE, Djamilia (1991). *Les femmes dans la guerre d'Algérie*. Paris : Plon.

ARAUJO, Ana María (1980). *Tupamaras, Des femmes de l'Uruguay*. Paris : Des femmes.

BARD, Christine (1995). *Les filles de Marianne, histoire des féminismes 1914-1940*. Paris : Fayard.

CANAS, Mercedes (1992). "En El Salvador, muchas mujeres : gracias a la guerra, salimos de las cocinas, donde solo estábamos quemándonos". Mexico DF : *Uno más uno*.

CEMUJER (1992). *Norma, vida insurgente y feminista*. San Salvador : Edition CeMujer.

Divers (1989). *A dream compells us. Voices of salvadoran women*. San Francisco : New America Press.

GARAIZABAL, Cristina, VASQUEZ, Norma (1994). *El dolor invisible de la guerra. Una experiencia de grupos de auto-apoyo con mujeres salvadoreñas*. Madrid : Talasa, hablan las mujeres, Mujeres por la dignidad y la vida.

GARGALLO, Francesca (1988). *Las mujeres salvadoreñas en la guerra, 1981-1986*. Mexico DF : Tesis de sociologie, UNAM.

GORDIMER, Nadine (1992). *L'histoire de mon fils*. Paris : Christian Bourgois.

MARTIN BARO, Ignacio (1985). "La familia, puerta y cárcel de la mujer salvadoreña". San Salvador : *Revista de psicología de la UCA*.

MARTINEZ, Ana Guadalupe Martínez (1981). *El Salvador, une femme du front de libération témoigne* (traduction française de *Las cárceles clandestinas de El Salvador*, San Salvador, 1980). Paris : Des femmes.

MOLYNEUX, Maxine (1986). "Movilización sin emancipación? Intereses de la mujer, el Estado y la revolución : el caso de Nicaragua". In *La transición difícil : la autodeterminación de los pequeños países periféricos*. Mexico : Siglo XXI.

MUJERES POR LA DIGNIDAD Y LA VIDA (1993). *Hacer política desde las mujeres. Una propuesta feminista para la participación política de las mujeres salvadoreñas*. San Salvador : MDV, Colección Debate.

MURGUIALDAY, Clara (1990). *Nicaragua, revolución y feminismo (1977-1989)*. Madrid : Revolución, colección Hablan las mujeres.

NAVAS TURCIOS, María Candelaria (1987). *Las organizaciones de mujeres en El Salvador, 1975-1985*. México : UNAM, Tesis para la Maestría en Estudios latinoamericanos, Facultades de Ciencias sociales y políticas.

THOMSON, Marilyn (1986). *Women of El Salvador, the price of freedom*. London, San Francisco : Zed Books.

Résumé

Jules Falquet : "Entre rupture et reproduction : femmes salvadoriennes dans la guerre révolutionnaire (1981-1992)".

Pendant la guerre civile de 1981 à 1992, un tiers de la guérilla salvadorienne étaient des femmes. Leur participation à la lutte révolutionnaire a été extrêmement importante, principalement dans des domaines traditionnels (appui logistique, santé, communications) mais aussi les armes à la main et, pour une faible minorité, dans des positions de direction. Les rapports sociaux de sexes ont été partiellement modifiés et les femmes ont gagné de haute lutte leur droit à participer à la vie publique et politique. Mais, même dans un processus révolutionnaire comme celui du Salvador, les logiques patriarcales ont la vie dure. Une fois la guerre terminée, on mesure la fragilité des avancées et l'ambiguïté des conquêtes des femmes.

Abstract

Jules Falquet: "Between rupture and reproduction: salvadoran women in the revolutionary war (1981-1992)".

One third of the Salvadoran guerrillas were women. Their participation in the revolutionary struggle was substantial, mainly in traditional fields (logistics, health, communication), but also with weapons in their hands and, in the case of a small minority, in leadership positions. Gender relations were partially modified and women won, through hard struggle, their right to participate in public and political life. But, even in a revolutionary process such as that of El Salvador, patriarchal logic dies hard. With the end of the war, the fragility and ambiguity of the women's gains become obvious.